



OIM INFOS

GERER LES MIGRATIONS DANS L'INTERET DE TOUS



Rédacteur en chef :

Jean-Philippe Chauzy

Rédacteurs :

Niurka Piñeiro,
Chris Lowenstein-Lom

Collaborateurs :

Le personnel de l'OIM dans le monde entier

Conception et mise en page:

Camille Pillon
Angela Pedersen

Traduction:

Jean-Paul Quiviger

Photo de couverture :

Une mère et ses deux enfants rentrent à Ouagadougou, Burkina Faso, avec l'aide de l'OIM pour échapper à la guerre au Liberia et en Côte d'Ivoire.

© OIM 2003 – MCI0008

(Photo: Jean-Philippe Chauzy)

OIM Infos est publié tous les trois mois en anglais, français et espagnol. Pour tout renseignement et toute correspondance, s'adresser à :

Organisation internationale pour les migrations
C.P. 71, CH 1211 Genève 19, Suisse
Tél: +41.22.717 91 11
Fax: +41.22.798 61 50
E-mail: info@iom.int

L'OIM croit fermement que les migrations organisées, s'effectuant dans des conditions décentes, profitent à la fois aux migrants et à la société tout entière. En tant qu'organisme intergouvernemental, l'OIM collabore avec ses partenaires au sein de la communauté internationale afin de résoudre les problèmes pratiques de la migration ; de mieux faire comprendre les questions de migration ; d'encourager le développement économique et social grâce à la migration ; et de promouvoir le respect effectif de la dignité humaine et le bien-être des migrants.

OIM Infos est disponible sur l'Internet :

<http://www.iom.int>

L'OIM bouleversée et attristée par l'attentat contre les Nations Unies à Bagdad

Genève, 20 août 2003 – Le Directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), Brunson McKinley, a fait part de sa profonde émotion suite au décès du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Iraq, Sergio Viera de Mello, et d'autres membres du personnel des Nations Unies, dans l'attentat qui a frappé hier le siège des Nations Unies à Bagdad.

Monsieur McKinley a déclaré: «De nombreuses vies ont tragiquement été interrompues et nous déplorons la mort de nos collègues des Nations Unies. Nous espérons que cet attentat ne sera qu'un contretemps provisoire. Avec nos collègues des Nations Unies, nous poursuivrons notre action pour venir en aide aux Iraquiens».

Tous les membres du personnel de l'OIM en Iraq ont pu être joints et sont tous sains et saufs.

L'OIM est présente en Iraq pour venir en aide aux déplacés internes, assurer des évacuations médicales pour les Iraquiens blessés et reconstruire l'infrastructure du pays.

Sommaire

« L'amertume ne se dissipera que quand la paix sera revenue chez nous »

4

Neumbe Binaise commence une nouvelle vie

7

Le Programme Medevac mobilise l'aide internationale aux victimes irakiennes de la guerre

10

Les survivantes de la traite

12

L'indemnisation des victimes de l'Holocauste dans l'ex-Yougoslavie

14

Une information objective contribue à la paix et à la compréhension

16

Tunisie : miser sur le passé pour créer des emplois

18



L'OIM en Côte d'Ivoire...

« L'amertume ne se dissipera que quand la paix sera revenue chez nous »

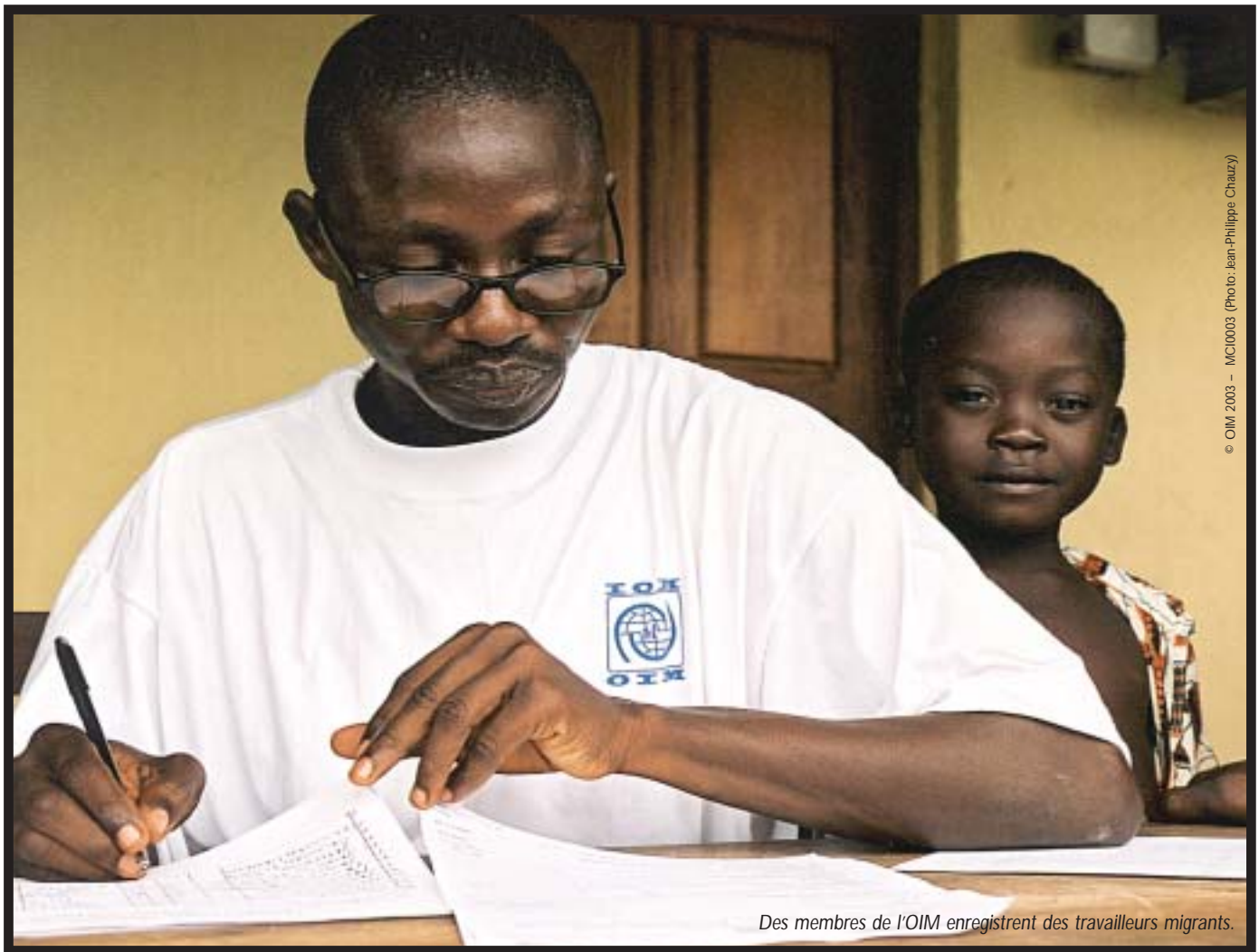


Komla Epeme, sa femme Elitta et leurs enfants

Komla Epeme, Ghanéen de 52 ans et ancien professeur d'anglais à Monrovia, capitale du Liberia, prend un vieux fer à repasser rouillé. Il repasse soigneusement les plis de son pantalon de flanelle grise. Un vieux blazer bleu est suspendu à un crochet au mur. « C'est important pour moi et ma famille. Ces vêtements sont tout ce que

nous avons réussi à sauver en fuyant le Liberia pour nous réfugier en Côte d'Ivoire », explique-t-il en continuant à repasser les vêtements fraîchement lavés de la famille. Ses lunettes à grosse monture ne peuvent cacher sa tristesse. « Je suppose que notre amertume ne cessera que quand nous retournerons tous en paix chez nous », soupire-t-il.

Dehors, la saison des pluies a transformé en fondrières les routes habituellement poussiéreuses de Tabou. Des seaux en plastique de toutes les couleurs sont alignés le long des allées boueuses de la petite mission catholique où sont réfugiés quelque 2 000 travailleurs migrants qui ont fui le Liberia en attendant que l'OIM organise



© OIM 2003 - MCI0003 (Photo: Jean-Philippe Chauzy)

Des membres de l'OIM enregistrent des travailleurs migrants.

leur voyage de retour. « Ici, la vie est difficile, » dit Komla. « Nous avons peu d'eau potable et un seul repas chaud par jour. Nous sommes mal logés, sans argent et inquiets pour notre avenir. »

Son épouse Elitta, sage-femme, s'occupe de leurs cinq enfants, trois garçons – Kelvin, Lincoln et Odartey – et deux filles – Enochline et Ama. Agée de 33 ans, Elitta se déclare épuisée et terriblement inquiète de l'avenir de la famille. « Je suis très malheureuse car on vit constamment avec des problèmes, aussi bien au Liberia qu'ici. Cela me tracasse beaucoup et je suis très malheureuse, » murmure-t-elle.

Komla explique pourquoi la famille a décidé de quitter son Ghana natal en 1999. « Nous avons décidé de quitter Accra parce qu'on nous avait dit qu'on était mieux payé au Liberia. Nous avons pensé que la vie y serait plus facile. Jusqu'à l'an dernier, nous espérions que les choses s'arrangeraient mais cela ne s'est pas passé comme ça. Aujourd'hui, le gouvernement libérien me doit 15 mois de salaire. »

De 1995 à 1999, Komla enseignait l'anglais à l'École Internationale de Dof à Monrovia. « C'étaient les meilleures années, » dit-il. « Mais au milieu de 2000, la situation s'est dégradée rapidement et l'école a été fermée. J'ai été muté dans une autre école, à Buah-Geeken, dans le Comté de Grand Kru, dans le sud-est du Liberia. Mais je n'avais pas d'élèves, ils avaient tous été obligés de devenir des enfants soldats. »

En septembre 2002, la famille a fui le Comté de Grand Kru à cause de l'insécurité chronique et de la disette. Elle s'est retrouvée prise dans les combats entre des groupes rebelles et les forces gouvernementales à Harper, ville côtière du sud-est du Liberia.

« Nous n'avons pas le choix. Nous avons abandonné nos affaires et marché jusqu'à la frontière. Nous avons eu de la chance d'atteindre la rivière Cavally sans encombre. Six membres de notre famille sont restés au Liberia et nous sommes sans nouvelles d'eux. Ils ont été vus pour la dernière fois le 24 mars. »

Comfort Ajowa, veuve ghanéenne mère de six enfants partage le même abri à la mission catholique. Elle décrit avec une grande tristesse comment son mari, un pauvre pêcheur de Harper, a été assassiné le 21 mai par des enfants soldats du mouvement rebelle des Libériens unis pour la réconciliation et la démocratie (LURD). « Les rebelles sont venus chez nous demander de l'argent. Nous leur avons dit que nous n'en avions pas. Ils ont fait reculer mon mari de quelques pas et l'ont abattu. Je me suis enfuie en courant avec mes enfants. J'ai dû abandonner le corps de mon mari devant la maison et je n'ai pas pu le faire enterrer. »

Depuis des années, les tensions sont vives entre la population locale et les travailleurs migrants venus du Burkina Faso, de Guinée et du Mali pour travailler dans les plantations de café et de cacao. Ce long et cruel conflit a été aggravé par la guerre civile en Côte d'Ivoire durant laquelle de nombreux travailleurs migrants ont été soupçonnés de soutenir telle ou telle faction.

Pour échapper aux combats en Côte d'Ivoire, des dizaines de milliers de personnes ont fui au Liberia où elles n'ont guère trouvé de répit depuis la reprise des combats entre groupes rebelles et forces gouvernementales. Elles n'avaient pas d'autre choix que de s'enfuir pour sauver leur vie. Totalement démunies et épuisées, elles ont risqué leur vie en affrontant la haute mer ou en s'efforçant de traverser la rivière Cavally qui sépare le Liberia de la Côte d'Ivoire. Une fois au Liberia, elles ont marché une trentaine de kilomètres jusqu'à la ville côtière de Tabou, où des milliers d'entre elles ont trouvé refuge dans la mission catholique bondée et dans des centres communautaires.

Malgré les efforts des organismes des Nations Unies et des ONG partenaires de l'OIM, la vie à Tabou est très difficile et les nouveaux arrivants ne sont pas toujours bien accueillis. Les conditions de vie se sont dégradées depuis l'arrivée de 30 000 réfugiés libériens et travailleurs migrants. Le prix des denrées alimentaires est monté en flèche et la situation s'est détériorée en matière de

santé publique, avec des cas de plus en plus nombreux de paludisme et de maladies transmises par l'eau souillée. Pour beaucoup de réfugiés, la seule solution consiste à retourner chez eux.

Ali Ouedraogo, Burkinabè de 33 ans, a travaillé de nombreuses années dans des plantations de cacao et de café de Grabo, ville de l'ouest de la Côte d'Ivoire. Après toutes les souffrances endurées dans ce pays et plus tard comme réfugié au Liberia, il veut à tout prix rentrer chez lui.

« Quand la guerre a éclaté, des rebelles libériens sont venus voler mes affaires. Ils m'ont ligoté et battu. Ils ont abattu mon ami Seydou. Nous avons réussi à l'emmener à l'hôpital de Harper. Quand la ville est tombée aux mains des rebelles, nous avons dû nous enfuir. Nous avons dû abandonner Seydou et nous ne savons pas ce qu'il est devenu. Quand nous sommes arrivés en Côte d'Ivoire, on nous a rançonnée. Nous n'avions plus rien. Nous prions Dieu pour qu'il nous aide à rentrer chez nous. »

Kaboré Sakin Monegré, Burkinabè de 36 ans possédait des terres à Grabo. Il déclare avoir tout perdu et n'avoir d'autre choix que de retourner chez lui.

« C'est dur, c'est vraiment dur d'être salarié pendant 15 ans, mais c'est encore pire quand on est propriétaire. Nous avons payé 100 000 CFA (175 \$) par hectare et certains d'entre nous ont acheté de 10 à 15 hectares. C'est beaucoup d'argent, beaucoup de travail, 15 ans de travail. Et il faut repartir les mains vides. »

Jean-Philippe Chauzy
en mission en Côte d'Ivoire

IOM a débuté les opérations de retour au départ de la ville de Tabou le 7 juin 2003. A la date du 11 août, 6 347 personnes ont reçu une aide au retour de l'OIM au départ des villes de Tabou, Guiglo et Duekoué, le Burkina Faso (5 524), le Ghana (170), la Guinée (214), le Mali (192), le Niger (9), le Nigeria (107), le Sénégal (28) et le Togo (103).



Photo: Un convoi de l'OIM quitte Tabou pour le Burkina Faso avec 440 travailleurs migrants.

© OIM 2003 - MCI0015 (Photo: Jean-Philippe Chauzy)

Neumbe Binaise commence une nouvelle vie



Le 3 mai 2003 a marqué le début d'un nouveau chapitre dans la vie de Neumbe Binaise. Agée de 37 ans, cette mère de quatre enfants a vécu pendant plus de trois ans dans la misère absolue d'un taudis de Nairobi, au Kenya.

En ce début mai, Neumbe et 36 de ses anciens compagnons d'armes, dont certains avaient été enlevés par la rébellion alors qu'ils n'étaient que des enfants, ont commencé leur voyage de retour vers Mbale, dans l'est de l'Ouganda, à dix heures de route de Nairobi.

Neumbe fait partie d'un groupe de 210 ex-rebelles de l'Armée de Résistance du Seigneur qui vivaient à Nairobi et qui ont décidé de profiter de la Loi d'amnistie ougandaise, qui garantit à ceux qui ont commis des atrocités depuis 1986 une immunité juridique. Leur retour et leur réintégration dans la vie civile ont été organisés par l'OIM et par la Commission d'amnistie ougandaise.

Le conflit armé en cours dans le nord de l'Ouganda commence en 1986 avec l'arrivée au pouvoir du Mouvement national de résistance et la fuite de

l'opposition armée vers le nord du pays et le sud du Soudan. En 1987, un certain Joseph Kony organise une faction armée rebelle appelée l'Armée de Résistance du Seigneur, l'ARS. La guerre entre la rébellion armée et l'armée régulière s'intensifie en 1993 et 1994, lorsque l'ARS installe ses bases militaires au Soudan.

Quinze ans de guerre civile dans le nord de l'Ouganda ont ruiné le pays et provoqué de profondes divisions au sein d'une société en proie à l'insécurité, aux déplacements de populations à grande échelle et à l'effondrement total de l'économie et des infrastructures dans les zones touchées par le conflit.

Le conflit est marqué par une extrême brutalité à l'encontre des populations civiles du nord qui se caractérise

notamment par des recrutements forcés dans les rangs de l'ARS, des sévices sexuels, des tortures physiques et mentales, des arrestations et détentions arbitraires, des mutilations et des actes de cannibalisme forcé.

Le 8 décembre 1999, les gouvernements ougandais et soudanais signent un accord de paix prévoyant la cessation de tout soutien aux factions rebelles sur leur territoire respectif. En Ouganda, cet accord a été bientôt suivi d'une Déclaration d'amnistie. Par la suite est créé la Commission d'amnistie qui est chargée de superviser le désarmement, la démobilisation et la réintégration des anciens combattants.

On estime à 25 000 le nombre d'Ougandais qui pourraient demander à bénéficier de cette amnistie pour



Neumbe et ses quatre enfants vivaient dans un taudis de Nairobi.

retourner à la vie civile. Beaucoup d'entre eux ont réagi à cette Loi d'amnistie en s'enfuyant vers le Kenya et le Soudan, où ils attendent de recevoir une assistance pour retourner dans leur pays.

Neumbe a rejoint la rébellion armée en 1994. Elle explique qu'après avoir été harcelée à plusieurs reprises par les troupes gouvernementales, la situation étant devenue intenable, elle a rejoint, influencée par quelques amis, les rangs de l'ARS pour chasser du pouvoir ceux qui continuaient à l'opprimer. Avant de devenir membre du mouvement, Neumbe était une femme d'affaires prospère qui vendait des articles ménagers et des produits d'épicerie.

Après cinq ans dans les rangs de l'ARS, elle réussit à s'échapper en mai 1999 lorsqu'elle entend parler de la Loi d'amnistie. Avec d'autres personnes, elle arrive à traverser la frontière entre le Soudan et le Kenya.

Le retour

Après une journée entière sur la route, Neumbe est arrivée fatiguée mais heureuse de se retrouver chez elle après quatre années d'absence. A son arrivée, elle a été prise en charge au centre d'accueil établi par une ONG partenaire de l'OIM, la GMAC (Give Me A Chance).

Par la suite, elle a bénéficié d'une assistance à la réintégration consistant en un soutien psychosocial, des conseils sur le VIH/SIDA et un exposé des autorités locales sur la vie en Ouganda. Tous les membres du groupe ont également reçu, pour commencer leur nouvelle vie, un kit de réintégration comprenant un jerrycan, une casserole, de la vaisselle, des matelas, des vêtements, des chaussures, du savon et une lampe.

Bien qu'ignorant comment sa famille l'accueillerait, Neumbe a décidé que c'était malgré tout le meilleur endroit où aller. La GMAC l'a aidée à retrouver sa famille et quelques jours plus tard elle a pu retourner chez sa sœur qui l'a accueillie à bras ouverts. Neumbe est restée chez elle pendant deux semaines, après quoi elle a craint de devenir une charge pour elle.

Son beau-frère a accepté de payer les deux premiers mois de loyer (environ 8 dollars) d'une maison pour elle et ses enfants. Aujourd'hui bien installée, Neumbe estime que sa vie en Ouganda est plus facile et plus intéressante qu'au Kenya. Elle dit apprécier le sentiment de

paix et de tranquillité que l'on éprouve une fois rentré chez soi. Lorsqu'on lui demande ce qu'elle apprécie le plus, elle répond «c'est le fait de ne pas avoir à me cacher de peur d'être arrêtée chaque fois que je vois un policier.»

Neumbe est également heureuse que tous ses enfants soient en bonne santé et qu'à l'exception du benjamin, ils aillent tous à l'école, ce qui n'était pas le cas au Kenya.

Mais ce n'est pas toujours facile de se retrouver chez soi : Neumbe doit répondre aux besoins de la famille – nourriture, logement, éducation et autres demandes courantes du ménage. Elle est aussi inquiète pour Eunice, sa fille adoptive de 13 ans, qu'elle a recueillie quand sa mère, enlevée avec elle par l'ARS, a été tuée. Mais malgré les difficultés, Neumbe est résolue à s'occuper de Eunice. Elle espère que l'Etat l'aidera pour que la jeune fille puisse poursuivre ses études. Elle attend également avec impatience l'aide que l'OIM et la Commission d'amnistie doivent lui apporter pour monter un petit commerce.

Neumbe souhaitait tout d'abord suivre des cours de couture mais après avoir étudié le marché local, elle a

conclu qu'il y avait trop de tailleurs et qu'il serait difficile de concurrencer ceux qui sont déjà en place. Elle a donc décidé de devenir boulangère et elle suivra pour cela un cours organisé par la GMAC. Elle est bien décidée à saisir cette occasion et est contente d'avoir la possibilité d'acquérir des compétences qui lui permettront de gagner sa vie.

Malgré tous ces problèmes, Neumbe est convaincue qu'elle réussira à condition qu'on lui apporte une aide au départ. « Je remercie le gouvernement ougandais et la Commission d'amnistie de la façon dont toute l'opération s'est déroulée et du fait que l'on se soucie non pas de notre passé, mais de notre avenir en tant que citoyens de ce pays. Cela a grandement facilité ma réintégration. Je n'ai eu aucun problème avec mes voisins. »

**Alice Githinji, OIM Nairobi
et Damien Thuriaux, OIM Kampala**

1. A titre de mesure préventive contre la criminalité et d'éventuels actes de terrorisme, la police et les fonctionnaires des services d'immigration du Kenya effectuent souvent des contrôles inopinés pour interpeller les migrants irréguliers qui pourraient poser un problème de sécurité au pays.

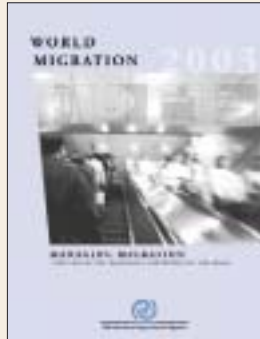


Neumbe et sa famille devant leur nouvelle maison en Ouganda.

Nouveaux titres !

World Migration 2003

Sur la base de la masse des données recueillies et de leur interprétation, ce rapport de l'OIM dresse un vaste tableau des données et des analyses de référence sur les mouvements de population. L'édition 2003 est articulée autour du thème central de la gestion des migrations. Les mesures mises en œuvre pour répondre à des problèmes migratoires spécifiques sont débattues dans une série d'essais où l'accent est mis tout à la fois sur l'aspect géographique et sur l'aspect thématique.



400 pages – US\$ 60 – ISBN 92-9068-144-6 – ISSN 1561-5502

The Migration-Development Nexus

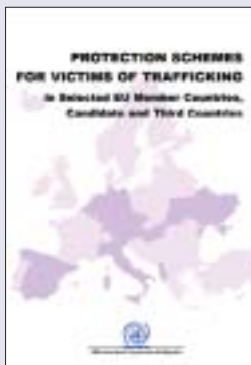
Ce recueil d'articles constitue l'étude la plus récente, sous leurs nombreux aspects, des liens existant entre migration et développement. Des questions telles que les envois de fonds, le rôle de l'aide au développement et la prévention des conflits sont analysées et un certain nombre d'études portant sur différents pays sont présentées pour illustrer les rapports entre migration et développement, au sujet desquels on parle souvent de "relations instables".



317 pages – US\$ 38
ISBN 92-9068-157-8

Protection Schemes for Victims of Trafficking in Selected EU Member Countries, Candidate and Third Countries

L'ensemble du projet a contribué à faire mieux comprendre les principes théoriques et pratiques des programmes de protection aux responsables de la lutte contre la traite ainsi qu'à ceux qui s'occupent de cette population cible, à améliorer le niveau de compétence des participants en ce qui concerne l'assistance aux victimes de la traite et la protection à leur apporter, le renforcement de la coopération et de l'échange d'informations sur les bonnes pratiques, à mettre au point et à diffuser des solutions durables et des recommandations concernant la protection des victimes de la traite d'êtres humains et l'assistance dont elles ont besoin.



102 pages – US\$ 25
ISBN 92-9068-156-X

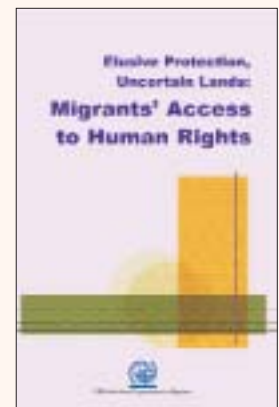
Elusive Protection, Uncertain Lands: Migrants' Access to Human Rights

Une protection difficile à assurer, des droits fonciers précaires : l'accès des migrants aux droits de l'homme

Cette étude traite de la question de la vulnérabilité particulière des migrants aux atteintes aux droits de l'homme et de la nécessité de reconnaître et protéger leurs droits dans la pratique tout comme dans le cadre du droit international et national.

Il est dit dans cette étude que les Etats-nations ont non seulement le devoir moral de défendre les droits des migrants par une action tant individuelle que collective, mais que cela répond également à l'intérêt bien compris de leur population. La protection des droits humains des migrants est présentée comme un élément vital, indissociable du maintien d'un système harmonieux de migration à l'échelon mondial.

62 pages – US\$ 26
ISBN 92-9068-172-1



La liste des publications de l'OIM est disponible en ligne à l'adresse Internet suivante :

<http://www.iom.int>

Les publications de l'OIM sont à commander à l'adresse suivante :

Organisation internationale pour les migrations, Unité recherche et publications
17 route des Morillons, CH-1211 Genève 19, Suisse
Tél : +41.22.717 91 11, Fax : +41.22.798 61 50, E-mail : publications@iom.int

Toute commande doit être accompagnée du paiement, lequel peut se faire soit par traite bancaire internationale, soit par mandat postal en dollars EU, payable à l'Organisation internationale pour les migrations à Genève.

Il est en outre possible de se procurer les publications de l'OIM dans les bureaux de vente des Nations Unies :
E-mail : unpubli@unog.ch (Genève) ou publications@un.org (New York)

Le programme Medevac mobilise l'aide internationale aux victimes irakiennes de la guerre



Le petit Mohamed Faris Yaseen, âgé de 6 ans, évacué et hospitalisé au Koweït accompagné de sa grand-mère. Des médecins koweïtiens ont sauvé son œil droit et envisagent de l'équiper d'une prothèse pour sa main.

© OIM 2003 (Photo: Mark Petzold)

Lorsque le jeune Mohamed Faris Yaseen jouait au milieu des munitions non explosées trouvées dans une cache d'armes à Mossoul, dans le nord de l'Irak, il ne se doutait pas du danger encouru. Et c'est par miracle qu'il a survécu à l'explosion qui lui a coûté l'œil gauche, quatre doigts de la main droite et de multiples blessures causées par des éclats.

Dans les hôpitaux totalement démunis et débordés de Mossoul, les médecins n'avaient ni l'équipement ni les compé-

tences nécessaires pour sauver son œil droit, ni pour lui fournir la prothèse et la kinésithérapie rééducative dont il aurait un jour besoin.

Les médecins de Mossoul et ceux de la coalition ont alors décidé de référer le jeune Mohamed vers un programme mis en place par l'OIM qui facilite l'évacuation sanitaire de certains blessés qui ne peuvent être pris en charge localement. Ce programme, baptisé MEHRPI a permis d'envoyer d'urgence l'enfant dans un

service d'ophtalmologie d'un hôpital koweïtien, ce qui a permis de sauver son œil droit, également blessé lors de l'explosion.

A la fin juillet, ce programme avait déjà permis l'évacuation de 77 patients vers huit pays d'accueil où ils ont reçu des soins indisponibles en Irak. Le programme MEHRPI a deux composantes : d'abord faciliter les évacuations sanitaires mais également fournir une aide ciblée pour aider à la reconstruction du système

de soins spécialisés en Irak, qui est actuellement dans un état déplorable.

Ce programme permet donc d'envoyer des patients irakiens qui ne peuvent pas être soignés sur place dans des centres hospitaliers situés dans des pays mettant à disposition gratuitement des lits et des soins médicaux spécialisés. A ce jour, le Koweït, les Emirats arabes unis, Bahreïn, le Qatar, la Grèce, l'Italie, l'Autriche et les Etats-Unis ont tous accepté des patients sélectionnés par le programme MEHRPI.

Ce programme, qui a été conçu en consultation avec les institutions spécialisées des Nations Unies, le CICR, les ONGs et les professionnels de la santé irakiens réfère les cas les plus urgents et identifie les besoins les plus pressants du système de santé irakien. Par la suite, ce programme facilitera également l'envoi de spécialistes étrangers qui auront pour mission de combler ces besoins, ce qui permettra au service de santé irakien de mieux prendre en charge ces cas à l'avenir.

MEHRPI, qui est largement tributaire du soutien des professionnels de la santé irakiens, d'organismes partenaires, de la coalition et des pays donateurs, envisage dans un premier temps d'évacuer 250 personnes.

Ce programme s'inspire d'initiatives similaires menées à plus grande échelle par l'OIM et qui ont facilité l'évacuation sanitaire et de renforcement des capacités médicales dans les Balkans et en Afghanistan.

C'est ainsi que le programme d'évacuation sanitaire de l'OIM en ex-Yougoslavie a permis d'évacuer plus de 1 900 patients croates, bosniaques et serbes qui ont reçu gratuitement des soins spécialisés dans 34 pays d'accueil. Un autre programme de l'OIM en l'ex-Yougoslavie et en Macédoine a permis d'hospitaliser plus de 1 000 patients kosovars dans 25 pays.

En 2000, un programme de l'OIM financé par la Suède a facilité l'envoi d'experts médicaux en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo pour participer à la formation de spécialistes dans les hôpitaux.

« Les évacuations sanitaires réussies doivent suivre un processus bien déterminé qui se déroule en plusieurs étapes. Mais il faut aussi faire preuve de flexibilité car ces opérations peuvent revêtir un aspect fortement affectif. De plus, les médecins et le personnel hospitalier peuvent être soumis à d'énormes pressions lors de la sélection des patients », déclare le Docteur Nenette Motus, vétérinaire des



Des munitions non explosées comme ce missile trouvé à Bagdad mettent chaque jour en danger la vie de civils irakiens.

© OIM 2003 (Photo: Jeff Labovitz)

programmes Medevac dans les Balkans et qui est à l'origine de ce programme pour l'Irak.

Les étapes de ce programme MEHRPI sont les suivantes : tout commence par un système de triage élaboré par l'OIM et appliqué conjointement par des médecins irakiens, par des agences spécialisées de santé, par des ONGs partenaires et par les forces de la coalition.

Les patients sont ensuite sélectionnés par des équipes internationales, basées à Bagdad et à Bassora, dans le sud du pays. Ces équipes comprennent de trois à cinq médecins issus de divers organismes spécialisés et des forces de la coalition. Ces équipes examinent les dossiers des malades référés et sélectionnent les patients à évacuer en priorité en fonction de critères bien établis. L'OIM compare ensuite les besoins aux offres de séjour et de soins gratuits, en privilégiant une prise en charge dans la région, et si cela n'est pas possible en Europe et aux Etats-Unis.

Une fois qu'une structure hospitalière adéquate a été identifiée, l'OIM prend en charge les formalités relatives au transport du malade et d'au moins un membre de sa famille. « Il est très important que quelqu'un – généralement un parent proche – accompagne le patient pour lui apporter un soutien psychologique, surtout dans le cas des enfants », nous confie le Dr Motus.

Mohamed s'est rendu au Koweït avec sa grand-mère, qui est restée avec lui à l'hôpital et le accompagnera prochainement à Mossoul. Son œil droit est maintenant sauvé et les médecins koweïtiens ont pris des moules de sa main pour l'équiper d'une prothèse. Ils envisagent de la lui poser dans deux mois lorsqu'il reviendra au Koweït avec sa grand-mère.

Dans le cadre du programme MEHRPI, le personnel de l'OIM supervise les soins prodigués dans le pays d'accueil, tient les familles irakiennes informées et une fois le traitement terminé, prend en charge le voyage de retour du patient et des membres de sa famille qui l'accompagnent.

« L'OIM est idéalement placée pour mener à bien ce programme grâce au soutien que nos bureaux du monde entier peuvent apporter aux évacués, mais également grâce à notre engagement à long terme pour assurer la remise en état du secteur de la santé en Irak », dit le Docteur Samir Hadziabduli, responsable du programme à Bassora.

Les données sur les patients recueillies par MEHRPI aideront dans un premier temps à identifier les lacunes des services de soins spécialisés. Par la suite, une équipe médicale internationale se rendra en Irak pour procéder à une évaluation officielle des besoins.

Ses observations permettront à des médecins venant de pays donateurs de travailler avec des médecins irakiens dans le but de renforcer les structures de prises en charge locale et d'assurer la formation du personnel médical aux techniques spécialisées dont l'Irak a aujourd'hui tellement besoin.

« Les évacuations sanitaires constituent une stratégie à court terme qui peut contribuer à réduire les pressions auxquelles est soumis le service de santé irakien. Mais à long terme, il s'agit de renforcer les capacités de l'Irak dans le domaine de la médecine spécialisée, conformément à la stratégie fixée par l'OMS pour ce pays qui sort d'un conflit », déclare le Dr Motus.

Chris Lom, OIM Genève

Les survivantes de la traite

Au cours de la dernière décennie, la Moldova est devenue l'un des principaux pays d'origine des femmes victimes de réseaux internationaux de traite. Du fait de leurs perspectives socio-économiques très limitées, les femmes de ce pays vivent de plus en plus nombreuses dans l'espoir de trouver du travail à l'étranger. Des « amis » surgis d'on ne sait où leur offrent soudain une « aide ». En fait, ils leur volent leur vie et les transforment en esclaves sexuelles. Ils font partie de réseaux criminels qui envoient ces femmes en Serbie, en Bosnie-Herzégovine, dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, au Kosovo et en Italie, entre autres destinations.

Stella, ancienne victime de la traite que l'OIM a aidée à rentrer chez elle, reçoit maintenant une formation pour devenir journaliste. Elle s'est récemment entretenue avec Ecaterina (un pseudonyme), une autre victime qui s'efforce elle aussi d'oublier les horreurs du passé et de commencer une vie nouvelle.

« Puisse Dieu ne pas nous imposer plus de souffrances inhumaines, » a murmuré Ecaterina lorsque nous nous sommes retrouvées seules. Elle ne trouvait pas les mots pour me parler de la

tragédie qu'elle avait vécue. Elle a connu des moments pires que les plus horribles cauchemars.

En arrivant au village, je l'ai appelée et elle est venue à notre rencontre. Avec un sourire plein d'espoir, elle nous a fait entrer dans la cour, mais a refusé de monter dans la voiture. En marchant devant nous, elle semblait boiter légèrement du pied gauche. Puis, deux personnes âgées nous ont rencontrées. Pendant que la vieille femme se tenait debout, près du fourneau, une bonne odeur de zeama (spécialité moldave faite de poulet et de nouilles fraîches) se répandait dans la pièce. Le vieil homme est remonté de la cave avec un pichet de vin fait avec des raisins que l'on ne trouve que près de Nisporeni, dans le nord du pays.

A côté de nous étaient assis deux jeunes filles, les deux sœurs d'Ecaterina, et deux enfants. Ils nous ont fait de la place autour de la table, dans la véranda de la maison familiale en piteux état.

Ecaterina a commencé son récit d'une voix tremblante. « Après avoir obtenu mon diplôme, je voulais aller gagner de l'argent à l'étranger. A l'âge de 20 ans, j'ai finalement réussi à quitter le village. Une amie m'a conseillé d'aller d'abord en Italie. Elle m'a dit qu'elle y avait deux tantes. Personne n'a vraiment essayé de me dissuader, ni mes parents, avec qui je me disputais fréquemment, ni mon fiancé dont j'étais amoureuse. »

A Chisinau, la capitale, son amie a réuni tous les documents nécessaires et acheté un billet d'avion pour Istanbul. A l'aéroport, Ecaterina a découvert qu'elle

n'allait pas en Italie, mais son amie l'a convaincue qu'en Turquie, elle trouverait un travail mieux payé.

A Istanbul, elle s'est retrouvée dans un hôtel avec 20 autres filles victimes comme elle d'un réseau de traite. Des hommes venaient les inspecter régulièrement.

« J'ai crié et j'ai supplié à genoux mon propriétaire de me laisser rentrer chez moi, mais il ne m'écoutait même pas. » se souvient Ecaterina.

Elle a finalement réussi à s'échapper avec l'aide d'un homme qui, plus tard, l'a aidée à retourner chez elle. Ils sont tombés amoureux pendant les trois mois qu'elle a passés dans sa famille. Elle ne sortait jamais, sachant que son ancien « propriétaire » serait à sa recherche.

Un jour, elle s'est risquée dans des magasins et n'est jamais revenue. Trois hommes l'ont enlevée sous la menace d'une arme et emmenée dans un appartement au septième étage d'un immeuble. C'est là qu'elle a passé la nuit la plus horrible de sa vie.

Ils l'ont battue et tenue de force en la brûlant avec des cigarettes. Elle criait, espérant que quelqu'un l'entendrait et appellerait la police. Mais personne ne l'a entendue.

Après l'avoir torturée, les hommes l'ont jetée du balcon. Elle est parvenue à se cramponner à une gouttière, qui a fini par céder. « Je ne sais pas ce qui s'est passé. J'ai vu la gouttière tomber sur moi et c'est tout. Je ne sentais plus rien. Quand j'ai ouvert les yeux, j'ai vu une flaque de sang. J'essayais de bouger, mais de terribles douleurs m'en empêchaient. J'ai alors compris que j'étais empalée sur une clôture en fer. J'ai essayé d'appeler de toutes mes forces, mais j'ai seulement réussi à pousser quelques cris sauvages. »

Je rêvais d'habiter une maison luxueuse. Maintenant, je n'y pense plus du tout. Je veux guérir. Je veux épouser l'homme que j'aime et qui m'a aidée pendant toutes ces épreuves. J'ai encore très peur des gens qui m'entourent et je me méfie d'eux. Je vois rarement mes amis. »

J'ai parlé à Ecaterina et à beaucoup d'autres victimes. Je suppose que je devrais parler de moi-même, mais je ne peux pas. Cela ne m'intéresse pas de parler de mes sentiments. Certaines femmes connaissent mon histoire et je n'ai donc pas besoin de leur expliquer. Nous nous comprenons, nous avons connu le même enfer. Je n'en veux jamais aux femmes. Je ne me reproche rien, du moins plus maintenant. J'en veux aux recruteurs, aux trafiquants et aux propriétaires. Parfois, je les hais

pour ce qu'ils m'ont fait, mais je ne veux plus penser au passé. Je ne peux pas vivre avec cette haine. J'ai une nouvelle vie à présent. Je veux repartir à zéro et prendre les choses comme elles viennent. Je ne rêve plus. Je vis simplement au jour le jour.

Stella Enachi

Un passant l'a vue et a appelé la police et une ambulance. On l'a emmenée à l'hôpital avec un morceau de clôture déchirant encore son corps. Personne ne voulait lui faire une opération jusqu'à ce que le chirurgien en chef accepte d'en assumer la responsabilité.

Quelques-uns des trafiquants ont fini par être arrêtés, mais Ecaterina a continué à vivre dans la peur. Son sauveur, ami et fiancé a financé une opération de chirurgie plastique en Turquie. Il l'a ensuite emmenée chez lui et s'est occupé d'elle. Ecaterina dit qu'il a dépensé plus de 10 000 dollars en frais médicaux.

Elle est retournée en Moldova et après un an de souffrances et de douleurs, quelqu'un lui a parlé de l'OIM et de l'aide qu'apporte cette organisation aux victimes de la traite. Elle est allée dans un centre de réadaptation géré par l'OIM, où elle reçoit des soins médicaux complémentaires.

« Les mots seuls ne peuvent décrire mon calvaire, » dit Ecaterina. « Dieu merci, ce cauchemar est maintenant terminé. Avant, je voulais vivre la belle vie.

MOLDOVA – L'OIM et l'ONG « La Strada » ont récemment ouvert un second numéro vert opérationnel 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 pour sensibiliser les femmes sur les dangers liés à la migration clandestine et à la traite des êtres humains.

Ce nouveau numéro permet également aux familles d'informer les autorités en cas de disparition d'un des leurs et de bénéficier ainsi d'une aide appropriée et d'un soutien psychologique. Ce numéro vert apporte également une assistance aux femmes victimes de réseaux de traite des êtres humains.

Des standardistes qui ont reçu une formation adaptée fournissent des informations pertinentes sur les questions relatives à l'emploi et/ou aux études à l'étranger, de même que des informations sur les formalités de visa, de mariages et/ou de résidence à l'étranger. Bien que le standard soit à Chisinau, le numéro (0-800-7777) est aisément accessible depuis l'ensemble du territoire moldave.

Un autre numéro géré par « La Strada » est opérationnel depuis septembre 2001. A ce jour plus de 6 000 personnes ont appelé le 23 33 09 qui fait parti de la campagne d'information « Tu n'es pas à vendre ! »



Les blessures physiques et psychiques mettent du temps à guérir.

© OIM 2003 Page ci-contre : MMD0019. Ci-dessus, de gauche à droite : MMD0014, MMD0005, MMD0018, MMD0006 (Photos : Iurie Foca)

L'indemnisation des victimes de l'Holocauste dans l'ex-Yougoslavie

Le 6 avril 1941, Hitler a commencé sa campagne dans les Balkans par des raids aériens massifs contre Belgrade. Les forces fascistes Oustachi ont accueilli la Wehrmacht en libératrice de la Croatie et ont soutenu l'armée allemande. L'armée yougoslave a capitulé moins de deux semaines plus tard. L'occupation de la Yougoslavie et les atrocités qui y ont été commises contre la population civile ont amené à la formation d'une armée de partisans. Lorsqu'ils étaient pris, ceux-ci étaient arrêtés et transférés vers Korgen, l'un des effroyables camps de travail de Norvège. Les civils étaient déportés comme travailleurs forcés en Allemagne ou dans les territoires qu'elle occupait. A Belgrade, Marie-Agnès Heine a récemment rencontré un ancien détenu de Korgen qui a reçu sa première indemnisation dans le cadre du Programme allemand de dédommagement du travail forcé.



Peter Krasulja (au milieu) en compagnie d'amis en 1941 en Croatie.



Peter Krasulja aujourd'hui

© OIM 2003 (Photo: Marie-Agnès Heine)

Une odyssée en Norvège

Petar Krasulja avait 20 ans lorsqu'il a rejoint les partisans yougoslaves en juillet 1941. Deux jours plus tôt, il avait appris que des fascistes croates avaient tué son père et 16 membres de sa famille. « Quand j'ai appris ce qui s'était passé, j'étais très triste et plus résolu que jamais à me battre contre les fascistes. »

Krasulja a interrompu ses études de foresterie à l'Université de Zagreb et est retourné à Belgrade après le bombardement de la ville en avril 1941.

A l'automne de cette même année, le groupe de partisans dont il faisait partie est tombé dans une embuscade tendue par des Tchetsniks dans un petit village sur la Save, près de Belgrade. Les partisans ont été remis aux autorités allemandes, et après un bref séjour au camp de Banjica, Krasulja et ses camarades ont été envoyés à Vienne, puis dans le nord de la Poméranie. « C'est là que c'est devenu horrible » se rappelle Krasulja. « Les détenus du camp situé près de Stargard étaient régulièrement battus par les gardes. Un jour, plusieurs d'entre nous avons été attachés à un pilier, nus jusqu'à la ceinture, et brutalement fouettés par l'un des gardes. Cela ressemblait aux punitions infligées aux esclaves africains. » Mais la situation a empiré quand, après une longue et

épuisante traversée, Krasulja est arrivé au camp de concentration de Korgen, dans le nord de la Norvège. Les détenus devaient construire une route menant à un autre camp. « Les gardes allemands et norvégiens étaient très cruels et nous maltraitaient. Sans rime ni raison, ils nous frappaient à coups de crosse et de bâtons. Nous devons travailler dans des conditions climatiques extrêmes et, bien qu'affaiblis par la malnutrition et la maladie, nous étions forcés de travailler sans relâche à la construction de la route. Le 17 juillet 1942, j'ai vu 39 détenus se faire abattre sans aucune raison », se souvient Krasulja. Les dix premiers mois de sa détention à Korgen, 201 prisonniers sur 396 sont morts. Ceux qui n'étaient pas abattus par les gardes mouraient de faim, d'épuisement ou de maladie. Selon Krasulja, sur les prisonniers envoyés en Norvège et qui étaient plus de 4 200, plus de la moitié n'ont pas survécu aux camps d'internement.

« Quand deux de mes camarades ont abattu un garde allemand en tentant de s'enfuir, les gardes SS ont réagi en fusillant un prisonnier sur dix dans le camp et nous avons tous dû assister au massacre » nous confie Krasulja, bouleversé.

Jusqu'en avril 1943, les SS allemands dirigeaient les camps en Norvège. L'armée allemande a ensuite pris la relève. « Cela ne veut pas dire pour autant que les conditions de travail ont changé, mais la nourriture s'est amé-

liorée et les massacres ont cessé », explique Krasulja.

Quelques mois plus tard, il a été transféré dans un camp de prisonniers politiques à Falstad. Il était accusé de collaborer avec les Norvégiens et de parler leur langue. « Falstad était un camp disciplinaire. Les manœuvres punitives faisaient partie de notre quotidien. Je devais porter sur ma manche un grand « S » indiquant que j'étais serbe et sur ma veste, un grand cercle blanc avec un ruban rouge. Cela voulait dire que j'appartenais à la pire catégorie de détenus. »

En octobre 1943, Krasulja et deux autres prisonniers ont décidé de tenter le tout pour le tout et de s'enfuir du camp strictement gardé. Contrairement à beaucoup d'autres, ils ont réussi à franchir la frontière suédoise après une épuisante marche de huit jours à travers la Norvège.

Après la guerre, Krasulja n'a pas repris ses études de foresterie et est devenu diplomate, consacrant ses loisirs au recueil d'informations sur les souffrances des partisans et luttant pour leurs droits et avantages sociaux. « J'ai eu la chance de sortir indemne de ces événements tragiques, souligne Krasulja, mais maintenant, je rêve de partager ces expériences, de faire en sorte que les souvenirs survivent car beaucoup d'entre nous n'ont pas survécu ».

Marie-Agnès Heine, OIM Genève

1. Des nationalistes serbes loyaux envers le Roi et ennemis des partisans communistes.

Une information objective contribue à la paix et à la compréhension

En dehors de l'envoi de responsables du maintien de la paix et de diplomates, que peut-on faire pour empêcher un pays de sombrer dans l'abîme d'une guerre civile généralisée ?

Lorsque l'OIM a tenté de répondre à cette question dans l'Ex-République yougoslave de Macédoine en 2001, elle s'est heurtée à toutes sortes de problèmes.

En lançant l'Initiative pour le renforcement de la confiance (IRC), un programme financé par le Bureau de l'USAID des initiatives pour la transition, l'OIM a contribué à réduire le risque de guerre civile en Macédoine.

En dépit de l'accord conclu fin 2001 entre le Gouvernement macédonien et les rebelles d'origine albanaise, les tensions demeuraient vives avec des violences sporadiques et une division ethnique persistante entre la minorité albanaise et la majorité macédonienne. Cette situation était également aggravée par un taux de chômage de longue durée de plus de 50 pour cent, par une corruption endémique et par un Etat faible divisé sur le plan politique.

Pour ne rien arranger, les médias également divisés semblaient déterminés à alimenter la haine et les tensions par des reportages partiels au ton enflammé. Selon Mihajlo Lahtov, de l'Institut macédonien des médias, « ce sont en fait les médias qui ont été à l'origine de la crise ».

Quand les responsables de l'IRC ont commencé à collaborer avec les diverses communautés pour apporter une aide rapide, adaptée et efficace, l'OIM a proposé une stratégie de collaboration avec les médias macédoniens.

Qu'ils soient privés ou contrôlés par l'Etat, ces médias étaient divisés par la



© OIM 2003

Aktuelnosti est vendu dans la rue.

langue et l'appartenance ethnique. En outre, ils bénéficiaient généralement du soutien de partis politiques rivaux. Pour ces raisons, ils présentaient une image complètement différente et inconciliable de la situation dans le pays, privant la population d'un accès à une information objective.

Antoaneta Ivanova enseigne le journalisme à la Faculté de droit de Skopje. Elle affirme : « il n'y a pas de tradition de vérifier l'information auprès de plusieurs sources. Les journalistes macédoniens utilisent une seule source d'information ou pas du tout. »

Selon elle, puisque cette vérification n'est pas une habitude systématique les journalistes ont tendance à diffuser des nouvelles partiales et subjectives, favorables à la cause des uns ou des autres.

Lahtov en convient : « les médias n'ont pas fait preuve d'objectivité dans la diffusion de l'information. En fait, ils ont fait de la propagande et aggravé la crise. »

Les responsables de l'OIM et de l'IRC ont donc mis au point une stratégie visant à encourager l'accès à une information objective et plurielle en chargeant plusieurs journalistes issus d'horizons divers de couvrir ensemble les mêmes événements.

A Tetovo, au nord-ouest de la Macédoine, les journalistes locaux n'étaient pas seulement séparés par la langue mais aussi par le fait qu'il leur était difficile de couvrir les événements sur le terrain en raison de leur origine ethnique.

Artan Skenderi, directeur d'une station de télévision en langue albanaise, témoigne : « les Macédoniens n'avaient pas accès aux villages albanais et nos journalistes avaient des difficultés à se rendre dans les villages macédoniens. »

C'est alors que les responsables de l'IRC et de l'OIM ont collaboré avec les journalistes macédoniens pour créer la Permanence de Tetovo, une salle de rédaction commune où l'information serait collectée, traitée et diffusée par des journalistes albanais et macédoniens. Par la suite, il fut décidé de créer des équipes albano-macédoniennes permettant aux journalistes d'avoir accès à tous les villages pour rendre compte de manière objective la situation.

« C'était vraiment très difficile de faire son métier de journaliste ici. Parfois, obtenir des informations objectives dans ces régions en crise tenait de



Des journalistes d'Aktuelnosti recueillant une interview.

la provocation. Mais chacun se rendait bien compte que c'était plus facile quand nous allions sur le terrain en équipes mixtes », affirme Skenderi.

La nouvelle rédaction a atteint un niveau d'objectivité professionnelle qui faisait défaut aux autres médias. « Une grande partie de notre information a par la suite été reprise par les médias locaux » souligne Skenderi.

Dans l'est de la Macédoine, les responsables de l'IRC ont constaté que les médias locaux devaient faire face à un problème différent : celui de l'emprise de partis politiques. Pour beaucoup, les médias étaient le porte-voix des différents partis politiques, ce qui avait pour effet non seulement d'aggraver l'esprit partisan, mais aussi d'exacerber les tensions et les divisions politiques à la veille des élections parlementaires de 2002 qui allaient déterminer qui des nationalistes ou des modérés allait diriger le pays.

Mais de nombreux journalistes étaient écoeurés par cette politique d'intimidation et de contrôle exercé par les partis politiques. C'est alors que le programme décida de soutenir un projet de création d'un journal indépendant échappant à tout contrôle partisan et rassemblant des reporters venus de tous les horizons politiques.

Laze Dimitrov, l'un des fondateurs du journal Aktuelnosti se souvient : « nous avons commencé à un moment où les partis au pouvoir exerçaient de fortes pressions, sans que la population puisse faire entendre sa voix. » Dimitrov et plusieurs de ses collègues ont alors décidé

qu'il était de leur devoir de fournir aux lecteurs des informations objectives reflétant tous les points de vue politiques.

Dimitrov précise que « sans le soutien de l'IRC et de l'OIM, nous aurions été incapables de surmonter les obstacles et de lancer le journal. » Aujourd'hui, Aktuelnosti continue à jouer un rôle important dans le paysage médiatique macédonien.

Il fallait aussi s'attaquer à un autre problème : le manque de formation professionnelle pour les journalistes. D'après Slobodan Menoski, directeur de la station de télévision BOEM de Kicevo, ville du sud-est de la Macédoine, la formation et le soutien apportés ont contribué de façon déterminante à l'amélioration de la qualité de la formation des journalistes et donc de la presse locale.

Dans le cadre de cette formation, les journalistes ont réalisé une série de 12 programmes en collaboration avec d'autres médias locaux et avec le concours de rédacteurs chevronnés. Menoski estime que ces cours de formation « ont fait découvrir une nouvelle façon de travailler, consistant non plus à rédiger un seul papier sur un événement donné, mais de présenter cet événement sous des angles différents. »

Sur un total de 475 projets et sur les 11 millions de dollars d'aide apportée à ce jour, plus de 100 projets visant à aider l'émergence de médias indépendants ont été financés à hauteur de 1,8 millions de dollars.

Peter Collier, OIM Skopje

Tunisie : miser sur le passé pour créer des emplois



Sept heures et demi du matin et déjà le son des pioches et des pelles retenti sur les murs de l'ancien arc de triomphe de Haidra, un monument grandiose dédié à l'empereur Septime Sévère en 193 de notre ère.

Des bergers enveloppés dans des grandes couvertures de laine grise mènent leurs troupeaux de chèvres paître l'herbe jaunie de ce paysage semi-désertique. Haidra, dans la province de Kasserine souffre des effets de cinq années consécutives de sécheresse.

Couverts de poussière, 28 étudiants venus de France, d'Italie, du Maroc et de Tunisie travaillent dur sous la supervision d'experts de l'Institut national du patrimoine.

Leur objectif est de déblayer l'ancienne route romaine qui reliait Carthage à la ville de Tebassa, l'actuelle ville de Theveste en Algérie, sur une distance de quelque 320 kilomètres.

Leurs mains couvertes d'ampoules témoignent de leur enthousiasme à la tâche. « Le travail est physiquement difficile » affirme Anthony Blanc qui étudie la psychologie à l'université de Toulouse, en France. « En fin de matinée, la chaleur est insupportable. Mais cela en vaut la peine. Regardez, ce site est merveilleux. Je suis sûr que les touristes viendront », affirme-t'il.

Rashida Ndouffi fait parti du groupe. Elle étudie le commerce international à l'université de Khouribga, au Maroc. Ce matin, elle passe au tamis la terre qui couvrait l'ancienne voie romaine à la recherche de morceaux de poterie ou de verre qui pourraient donner de précieux indices sur l'histoire de la voie au travers des âges.

« Nous savons que cette voie était utilisée par les Vandales qui arrivèrent en 439 ap. J.-C. puis lors de la conquête byzantine qui eu lieu en 533 sous le règne de l'empereur Justinien », explique Rashida, qui s'est découvert une nouvelle passion pour l'archéologie. « Des céramiques datant de la période islamique du IXème et Xème siècle ont également été découvertes à proximité, ce qui semble indiquer que la voie était utilisée au Xème siècle, et même probablement bien après. »

Aujourd'hui, le défi pour cette région défavorisée qui a une longue tradition d'émigration est de développer une stra-

tégie pour encourager le développement d'emplois durables. L'objectif de ce programme est donc d'attirer les touristes des zones côtières bien développées pour qu'ils découvrent les merveilles archéologiques d'Haidra.

Cette initiative est très bien accueillie par Hamma Askri, le représentant du gouverneur à Haidra. « Quelque 10,000 personnes vivent à Haidra et dans ses environs mais elles ont du mal à survivre économiquement de l'agriculture et de l'élevage. Cinq années consécutives de sécheresse n'ont pas arrangé les choses. De plus en plus de personnes quittent la région pour les villes et même au-delà en quête d'emploi. Pour lutter contre cet exode rural, il faut créer des emplois sur place. Et cela peut se faire en capitalisant sur les merveilles du site. Mais les mentalités doivent changer, et cela risque de prendre du temps. »

Déjà, une clôture délimitant le site a été érigé et un dépliant touristique en six langues (arabe, anglais, français, italien, allemand et espagnol) a été produit pour distribution auprès des de l'Office national du tourisme tunisien, l'ONTT.

« Tout cela fait parti d'une stratégie plus large de promotion du site », affirme Mourad Ennar, qui coordonne le projet pour l'OIM. « Nous comptons par la suite installer un débit de boisson à proximité du site et ouvrir un petit musée dans un ancien bâtiment des douanes. Nous sommes également en contact avec des agences de voyage tunisiennes et italiennes pour faire en sorte qu'Haidra soit incluse dans les circuits touristiques de la région. »

Les étudiants qui ont pris part à ce camp estival ont également discuté des grandes questions migratoires qui prévalent dans les régions moins développées du Maghreb, telle que la Kasserine.

« Nous avons abordé la question de la migration en regardant comment elle pouvait être bénéfique aux migrants » explique Anthony Blanc. « On a aussi discuté des dangers liés à la migration irrégulière et du besoin d'encourager les gens à migrer légalement. Et puis, nous avons abordé diverses questions culturelles et religieuses. A la fin, nous nous sommes rendu compte que nous partageons les mêmes valeurs de tolérance et de compréhension mutuelle. »

Photo ci-contre:
Mausolée à Haidra

© OIM 2003 - MTN0004 (Photo: Jean-Philippe Chauzy)

Les participants ont également réalisé une grande toile de 30 m2 sur le thème de la migration intitulée « migration : entre rêve et réalité » pour la promotion d'une meilleure compréhension des cultures des deux rives de la Méditerranée.

« Pour moi, le moment fort de ce camp, c'est lorsque nous avons commencé à travailler sur la toile », dit Hasna Marrouchi qui étudie l'anglais dans la ville voisine de Gafsa. « C'était fascinant de travailler ensemble pour créer la toile représentant la migration des villages vers les villes. »

Lassad Bedhiafi est né à Haidra. Agé de 24 ans, il termine une maîtrise de mathématiques à l'université de Tunis. « Pour de nombreux jeunes qui n'ont pas reçu une bonne éducation, la migration est un rêve qui leur permet d'échapper aux difficultés de la vie quotidienne. Ils regardent les chaînes diffusées par satellite et ignorent les dures réalités de la migration irrégulière. Ceux qui ont une meilleure éducation savent qu'il existe des moyens de migrer légalement. Pour les jeunes de ce pays qui ont tous un membre de leur famille à l'étranger, la migration est une réalité : en ce qui me concerne, mon frère travaille à Paris et ma sœur enseigne la géographie à Riyad, en Arabie Saoudite. »

A la fin de la journée, les étudiants se retrouvent sur le site pour examiner les progrès accomplis pendant le stage. Ashouri Kheredi discute avec un petit groupe d'étudiants. Il a passé 24 ans de sa vie professionnelle à sauver le patrimoine culturel et historique tunisien.

« Ce site unique est menacé par l'érosion. Les eaux de l'oued Haidra sont entrain de miner le mur oriental de la forteresse byzantine. Grâce au programme, nous avons commencé les travaux de soutènement. »

Cette initiative fait partie du Programme pilote de promotion du développement des zones d'émigration en Tunisie. Le programme PROCHE, qui est financé par l'Italie, a pour but d'encourager les Tunisiens de l'intérieur et de la diaspora, de même que les entreprises italiennes, à investir dans des entreprises locales pour créer des emplois, générer des revenus et améliorer les conditions de vie pour la population locale dans les zones à fort taux d'émigration. Ce programme fait partie d'une stratégie globale qui, avec le soutien de l'OIM, aide les pays de la Méditerranée occidentale (5+5) à trouver des solutions efficaces et équilibrées à leurs questions migratoires communes.

Jean-Philippe Chauzy,
en mission en Tunisie



Déblayage de l'ancienne route romaine qui reliait Carthage à Tebassa.



« La migration entre le rêve et la réalité »,
le thème de la fresque murale.